

Brèves

Benchmark des récessions

La grande dépression de 1864/1890 est oubliée depuis longtemps mais elle fut tout aussi sévère que la crise de 1929 qui, en France, débuta, selon les dernières études économiques, dès 1926. Mauvaise nouvelle, la France traverse, en règle générale, plus male les crises que ses partenaires en optant fréquemment pour des politiques protectionnistes et restrictives. 2008/2009 contredira-t-elle la règle

Bulle Internet contre bulle financière

Les pertes de capitalisation liées à l'explosion de la bulle Internet (2000/2001) ont été évaluées à 24 % du PIB mondial contre 44 % pour la crise actuelle. Pour les Etats-Unis, l'écart est faible, 2 points de PIB (12 % pour la crise actuelle contre 10 % en 2000). En revanche, l'Union européenne a enregistré des pertes multipliées par trois et le reste du monde par deux (source Datastream).

Complémentaires santé sur la sellette

En ayant eu une lecture très stricte de l'article 4 de la loi Evin, la Cour de Cassation risque de modifier le système des complémentaires « santé » proposées par les employeurs à leurs salariés. En effet, en vertu de la jurisprudence, les retraités doivent pouvoir bénéficier de leur ancienne complémentaire avec des majorations de tarif ne dépassant pas 50%. Or, pour respecter cette règle, les couvertures pourraient être revues à la baisse ou le montant des cotisations augmenté. Plusieurs actions ont été engagées auprès des pouvoirs publics pour obtenir une modification de la législation.

Plan seniors, la course contre la montre

Les entreprises ont, jusqu'au 1er janvier 2010, pour élaborer des plans en faveur des seniors faute de quoi elles devront acquitter une taxe de 1 % sur la masse salariale.

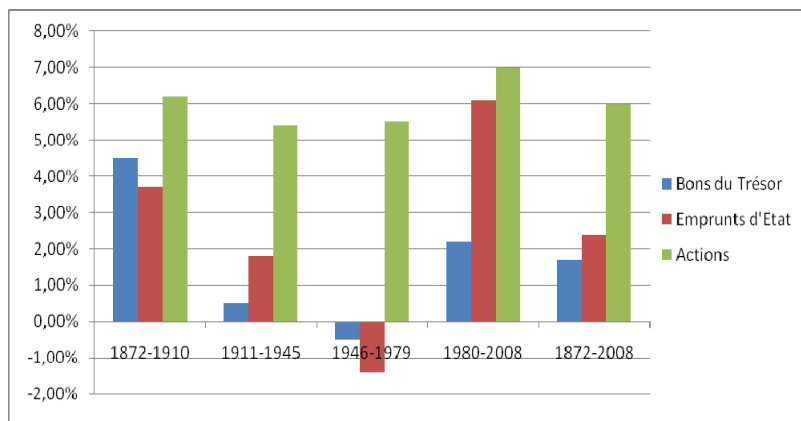
L'Edito

Chômage des jeunes, dans la catastrophe, il y a du progrès!

Le chômage, en France, touche sur les deux bords de l'arbre de la vie, les jeunes et les seniors. Si l'emploi des plus de 55 ans a donné lieu à de nombreux rapports, celui des jeunes était un peu passé au second plan avec la décreue du chômage entre 2004 et 2007. Il n'en demeure pas moins que le taux d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est un des plus faibles de l'OCDE. En outre, les jeunes s'installent durablement au chômage. Un jeune chômeur sur quatre passe plus d'un an sans emploi contre un sur cinq, en moyenne, au sein de l'OCDE. Même si 18 % des jeunes quittent le secondaire sans aucun diplôme, plusieurs études ont souligné que l'élévation globale des connaissances, ces dernières années, avait favorisé leur employabilité. Les statistiques en matière de chômage des jeunes sont toujours délicates à appréhender. Ceux qui sont à la recherche d'un emploi sont souvent ceux qui sont en situation d'échec scolaire ou universitaire ou qui ont opté pour des filières à faibles débouchés. Les taux ne sont pas représentatifs de la situation d'une génération mais que d'une fraction de celle-ci. En prenant du recul, l'intégration professionnelle des 25/30 ans nés après 1975 s'effectue plus facilement que ceux nés entre 1964 et 1975. L'objectif de 80 % d'une génération au bac a porté ses fruits contrairement à certaines idées reçues. Si le chômage et la précarité restent des constantes à la sortie de la période de formation, ils sont moins prégnants après deux ou trois ans. Après avoir atteint la barre des 80 %, les pouvoirs publics devraient se fixer un nouvel objectif centré sur l'enseignement supérieur qui malheureusement reste le parent pauvre de notre système éducatif. L'obtention d'un nouveau plancher devrait contribuer à mobiliser les énergies.

Rendement comparé des bons du Trésor, obligations d'Etat à 10 ans et actions (Etats-Unis)

Depuis plus de 140 ans, les actions gagnent toujours et très nettement, un rendement de plus de 6 % contre moins de 3 % pour les obligations entre 1872 et 2008...



A Surveiller

Mixité sociale et mixité démographique

Du fait de l'envolée des prix du foncier dans certaines villes (Paris, centres urbains de grandes villes, Côte d'Azur et Corse), il est de plus en plus difficile pour des familles dont les parents ont entre 30 et 40 ans d'y acquérir une résidence principale même en disposant de revenus moyens voire supérieurs. Il en résulte une surreprésentation des personnes de plus de 60 ans. Cette absence de diversité démographique n'est pas sans poser des problèmes aux élus (image, services, animation...).

Le DD freiné par les embouteillages législatifs

Le Grenelle, en imposant aux entreprises de respecter de nouvelles normes, devrait conduire à l'augmentation de l'activité pour les entreprises réalisant des opérations de certification et de labellisation ainsi que celles spécialisées dans l'établissement des bilans carbone. Mais à défaut de textes, les entreprises ont tendance à reporter ces dépenses. Aux mieux, le projet de loi cadre devrait être adopté avant la fin du mois de juin et le second qui vise à renforcer les obligations environnementales des entreprises devraient être adoptés d'ici la fin de l'année. Le Grenelle aura pris plus d'un an de retard.

La fourmi française face à la cigale américaine

De 1994 à 2008, le patrimoine financier des ménages américains et français a été multiplié par plus de deux. Mais aux Etats-Unis, deux tiers de l'augmentation sont liées à l'appréciation de la valeur des actifs contre seulement 15 % en France. Les épargnants français ont essentiellement accru leur patrimoine par accumulation d'épargne. Du fait d'une exposition moins marquée aux actions, le rendement de l'épargne française est faible mais passe mieux les crises...

Les nouvelles frontières

Télévision, téléphone, Internet convergent de plus en plus, accessibles à l'intérieur comme à l'extérieur de son domicile. La bataille en cours concerne l'offre de services disponibles à tout moment. Il est certain que les consommateurs souhaitent par simplicité avoir un seul environnement technique pour la géo-localisation, gérer leurs dossiers administratifs ou financiers et se distraire. Apple en démultipliant ses services sur l'iPhone l'a parfaitement compris.

Actualité

L'amitié franco-russe à la recherche de symbole

L'amitié franco-russe est émaillée de crises plus ou moins sévères et de accommodages haut en couleur. Ainsi, le pont Alexandre III, inauguré pour l'exposition universelle de 1900, a été offert à la France par la Russie comme symbole de l'amitié entre les deux peuples. A ce pont répond celui de la Trinité sur la Neva à Saint Pétersbourg achevé en 1903. Plus de cent ans après ce double cadeau, les deux pays sont à la recherche de nouveaux symboles pour redonner du souffle à cette vieille amitié. 2010, l'année de la Russie en France, devrait être l'occasion de redonner du souffle à cette amitié. La Russie dont le poids économique est comparable à celui de la France demeure incontournable en Europe du fait de ses richesses naturelles et de son rôle de plaque tournante avec l'Asie mais aussi du fait de son potentiel de croissance. L'économie russe doit réaliser, en effet, d'importants gains de compétitivité pour regagner son rang de grande puissance.

Energie solaire, un potentiel insuffisamment exploité en France

En matière d'énergie renouvelable, la France a parié sur l'éolien en recourant à des techniques d'origine bien souvent étrangère. En revanche, malgré un fort potentiel, elle néglige, à la différence de l'Espagne, l'énergie solaire dont le rendement s'accroît rapidement. A ce sujet, il faut souligner le travail des chercheurs du pôle de compétitivité de Marseille et de l'antenne d'Ajaccio qui devrait aboutir à la commercialisation de panneaux à fort rendement. Il y a aussi le travail accompli par le Groupe Bolloré sur les batteries à mettre en avant.

Revival sixties and seventies

Les années 60 et 70 sont des valeurs sûres comme en témoigne le succès de Johnny mais aussi les sorties très nombreuses d'ouvrages consacrés aux Stones, aux Pink Floyd ou à Bob Dylan. Depuis U2, l'industrie musicale est à la recherche d'un groupe fédérateur de plusieurs générations.

Les Chiffres du Mois

Les services à la personne, les entreprises se cherchent...

4500 entreprises interviennent dans le secteur des services à la personne en réalisant un chiffre d'affaires de 550 millions d'euros et employant en équivalent à taux plein 19 000 personnes. Tous acteurs confondus (associations, administrations, particuliers employeurs...), le chiffre d'affaires des services à la personne s'élève à 14 milliards d'euros. L'équivalent de 500 000 salariés à taux plein sont employés dans ce secteur (auxquels il faut rajouter les travailleurs non déclarés estimés à plus de 260 000). 7 % des ménages ont recours à des services à domicile. Les 65-80 ans sont près de 15 % à en consommer, les plus de 80 ans 30 %. 2030. D'ici 2015, le COE-REXECODE estime que le chiffre d'affaires de ce secteur devrait se situer entre 27 et 31 milliards d'euros avec une forte progression des entreprises dont le chiffre d'affaires pourrait atteindre plus de 8 milliards d'euros. Pour justifier cette vive progression, le COE met en avant le vieillissement de la population.

